

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

Sous-Direction C
BUREAU C3

INSTRUCTION N° 93-86-B3

du 27 juillet 1993

NOR : BUD R 93 00086 J

(Texte publié au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)

Ce document a été modifié par les documents suivants :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Ce document a été abrogé par le document :

n°	du
----------	----------

CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE

ANALYSE

*Majoration du taux de la contribution sociale généralisée
à compter du 1er juillet 1993
Déductibilité de cette majoration du revenu imposable*

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 91-43 B3 du 29 mars 1991.

Diffusion

P.

2

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	DOM							
-----	-----	-----	--	--	--	--	--	--	--

L'article 42 de la loi de finances rectificative pour 1993 n° 93-859 du 22 juin 1993 (annexe) a modifié, à compter du 1er juillet 1993, le taux de la contribution sociale généralisée (C.S.G.) instituée par l'article 127 de la loi de finances pour 1991 n° 90-1168 du 29 décembre 1990.

L'instruction n° 91-43-B3 du 29 mars 1991 a porté à la connaissance des comptables les modalités d'application de cette contribution aux pensions de l'Etat qui y sont soumises.

La présente instruction les informe du nouveau taux applicable à cette contribution et des modalités de déductibilité fiscale de la C.S.G.

*
* *

A compter du 1er juillet 1993 le taux de la CSG est porté de 1,1 % à 2,4 % des revenus auxquels il s'applique.

Ce nouveau taux s'applique à toutes les sommes versées après le 1er juillet 1993 au titre des pensions de retraite soumises à CSG que ces sommes se rapportent à des périodes antérieures ou postérieures à cette date.

A compter de cette même date, la CSG est déductible du revenu imposable à concurrence des treize vingt-quatrièmes de son montant.

Toutefois, cette déductibilité est limitée à un plafond annuel de 3 000 F pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 6 000 F pour les contribuables mariés soumis à imposition commune. Pour les revenus de 1993, ces plafonds sont fixés respectivement à 1 500 F et 3 000 F. Les comptables ne plafonnent pas eux-mêmes cette déduction, le plafond étant géré par les services fiscaux.

La déclaration annuelle des sommes perçues fera apparaître le montant cumulé, sur l'année, de la CSG déjà déduite du montant imposable. Ce montant devra être reporté par le pensionné sur sa déclaration de revenus.

Lors de toutes modifications (régularisation rétroactive ou remboursement de CSG), les services veilleront à rectifier, si besoin, le montant imposable de l'année.

*
* *

Les cotisations de CSG continueront d'être versées trimestriellement à l'ACOSS par le service des pensions du département.

Il est rappelé aux comptables qu'ils doivent adresser mensuellement à ce service : "bureau central d'organisation et de coordination, 23 bis, rue de l'Université, 75007 PARIS", les bordereaux récapitulatifs des précomptes effectués lors du paiement de l'échéance et des hors échéances, ainsi que ceux concernant les remboursements de CSG intervenus en cours de mois.

Le DIRECTEUR de la COMPTABILITE PUBLIQUE
pour le DIRECTEUR de la COMPTABILITE PUBLIQUE
Le SOUS-DIRECTEUR
CHARGE de la SOUS-DIRECTION C,

J. PERREAULT

Annexe

Loi de finances rectificative pour 1993
(n° 93-859 du 22 juin 1993)

Art. 42. - I. - Le taux de la contribution visée à l'article 127 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990) est porté à 2,4 p. 100 à compter du 1^{er} juillet 1993.

Pour la détermination des bases d'imposition à l'impôt sur le revenu, la contribution au titre des revenus perçus à compter du 1^{er} juillet 1993 est, à concurrence des treize vingt-quatrièmes de son montant, admise en déduction du montant brut des sommes payées et des avantages en nature ou en argent accordés, ou du bénéfice imposable.

II. - Le taux de la contribution visée au II de l'article 1600-O A du code général des impôts est porté à 2,4 p. 100 à compter du 1^{er} juillet 1993.

III. - Le taux de la contribution visée à l'article 1600-O B du même code est porté à 2,4 p. 100 à compter de l'imposition des revenus de 1992. La contribution due au titre de 1992 est assise sur les trente-cinq quarante-huitièmes des revenus assujettis.

Pour l'établissement de l'impôt sur le revenu, la contribution afférente aux revenus mentionnés aux *a, b, c, d, f* et *g* de l'article 1600-O B précité, réalisés à compter du 1^{er} janvier 1993 est, à concurrence des treize vingt-quatrièmes de son montant, admise en déduction du revenu imposable de l'année de son paiement. La contribution au titre des revenus de 1992 est admise en déduction, dans les mêmes conditions, à concurrence des treize trente-cinquièmes de son montant.

IV. - Lorsque les sommes admises en déduction en application des I et III excèdent le montant de 3 000 F pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et de 6 000 F pour les contribuables mariés soumis à imposition commune, l'excédent est ajouté au revenu imposable. Pour l'imposition des revenus de 1993, les plafonds de 3 000 F et 6 000 F mentionnés ci-dessus sont fixés respectivement à 1 500 F et 3 000 F.

V. - Au premier alinéa de l'article 127 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990), les mots : « domiciliées en France » sont remplacés par les mots : « considérées comme domiciliées en France pour l'établissement de l'impôt sur le revenu et, dans tous les cas, les agents de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission hors de France ».

Le deuxième alinéa du même article 127 est abrogé.

VI. - Les I et III de l'article 134 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990) sont abrogés à compter du 1^{er} juillet 1993.